



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 26 SEPTEMBRE 2022

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 20 septembre 2022, le Conseil municipal s'est réuni le 26 septembre 2022 à 18 h 30, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

PRESENTS = M. TAVERNIER, Mme SERRE, M. DONZEL, Mme DEBUS, M. LEGRAND, Mmes COLOMB, JUMMUN, Mme CHARDEYRON, M. ROBIN, MM. TRINQUET, COLLET, BLANC, Mmes PERRONE, CASSAR, M. BONNAMOUR, Mme CHEMIN, M. GIRARD.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Mme TISSOT qui donne pouvoir à Mme PERRONE.

Mme GAUTHIER qui donne pouvoir à Mme SERRE.

M. LAURENT qui donne pouvoir à M. TAVERNIER.

Absents non excusés :

Mmes ACVI et ROMANET.

Monsieur le Maire informe l'Assemblée qu'une consultation a été faite pour souscrire un contrat de prêt de 694 000 € destiné à financer des travaux d'investissement,

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De contracter auprès de la caisse d'épargne un emprunt d'un montant de 694 000 € dont les caractéristiques sont les suivantes :

Montant : 694 000 €

Taux fixe : 2,90 %

Durée : 20 ans

Versement des fonds : au plus tard le 25/10/2022 en une fois

Périodicité : trimestrielle

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer seul le contrat réglant les conditions de ce prêt.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, unanimement,

DÉCIDE de contracter un emprunt de 694 000 € auprès de la caisse d'épargne aux conditions susmentionnées,

DONNE POUVOIR au Maire de signer toutes pièces nécessaires à la bonne mise en place des présentes.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt

en Sous-préfecture de Nantua le

Publication ou affichage le

Jean-Pascal THOMASSET

Maire de Nantua

Le Maire,
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.